

Les inflexions préoccupantes du fonds européen de défense

Nicolas-Jean Brehon - 08 sept. 2025

Le Fonds européen de défense a fait entrer la chose militaire dans le budget de l'Union, avec l'ambition de bâtir une véritable industrie de défense à l'échelle du continent. D'abord porteur d'un nouvel élan, il connaît cependant quelques inflexions : recul des grands projets, montée en puissance des petits programmes et désengagement progressif de certains Etats membres. Une recomposition industrielle discrète est à l'œuvre, portée par de nouveaux acteurs inattendus. Il est particulièrement intéressant de voir quelle place lui sera accordée dans le nouveau cadre financier pluriannuel 2028-2034.



[A la une !](#) | [Elections](#) | [Fondation](#) | [Commission](#) | [Conseil](#) | [Diplomatie](#) |

[BCE](#) | [Agences européennes](#) | [Allemagne](#) | [France](#) | [Italie](#) | [Lituanie](#) |

[Pologne](#) | [Arménie](#) | [Bosnie-Herzégovine](#) | [Moldavie](#) | [Norvège](#) | [Royaume-Uni](#) |

[Ukraine](#) | [Etudes/Rapports](#) | [Prix](#) | [Culture](#) |

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

■ **A la une ! :**



Trump, l'Europe et son destin : Le réveil ou l'humiliation

"La Commission européenne se targue d'avoir négocié au mieux face aux diktats de Trump. En acceptant une augmentation unilatérale des droits de douane à l'entrée de ses produits aux Etats-Unis, l'Europe va ainsi payer un tribut à l'empire et passer pour le ventre mou de l'Occident."

L'Europe est menacée d'un déclin humiliant si elle ne s'affirme pas face aux grandes puissances comme les États-Unis. La voie proposée par Mario Draghi est la seule possible, l'Union doit agir collectivement comme un État pour défendre son indépendance et redevenir une puissance respectée. [Lire la suite](#)

■ Elections :



Andrej Babis, en tête des enquêtes d'opinion, sera-t-il en mesure de former un gouvernement en République tchèque à l'issue des élections législatives des 3 et 4 octobre prochains ?

Les 3 et 4 octobre prochains, 8 millions de Tchèques sont appelés aux urnes pour renouveler les 200 membres la Chambre des députés. 25 listes sont enregistrées pour ce scrutin, le nombre le plus faible depuis 1998, en raison de nombreuses alliances électorales. Selon le dernier sondage publié le 22 août, le parti Action des citoyens insatisfaits (ANO) arriverait en tête avec 33% des suffrages. Il serait suivi par les 3 partis (ODS, KDU-CSL, TOP 09) de la coalition Spolu (Ensemble), 22% ; Maires et indépendants (STAN), 12% ; la coalition d'extrême droite emmenée par Liberté et démocratie directe (SPD) de Tomio Okamura, 10%. [Lire la suite](#)

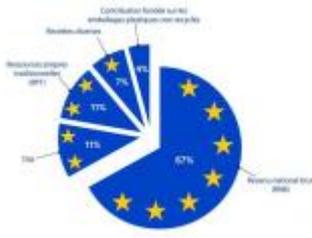
■ Fondation :



"Vers une nouvelle Europe ?", le Rapport Schuman 2025 est disponible !

Le "Rapport Schuman 2025" est disponible en librairie et sur le site internet de la Fondation en français et au format numérique en français et en anglais. Des thèmes majeurs qui concernent la nouvelle ère géopolitique que connaît l'Union européenne sont abordés, tels que la souveraineté environnementale et numérique, l'élargissement ou les instruments de défense commerciale de l'Union. Cet ouvrage de référence rassemble, comme chaque année, des contributions de premier plan, des cartes inédites, ainsi que des études statistiques commentées. Commandez-le. [Lire la suite](#)

■ Commission :



Nouvelles propositions pour le budget 2028-2034

Le 3 septembre, la Commission a adopté de nouvelles propositions, qui complète le cadre du prochain budget de l'Union pour la période 2028-2034. Elles concernent les programmes "Marché unique et douane", "Justice", Euratom de recherche et de formation, l'instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire et au déclassé d'installations nucléaires, le programme d'assistance au déclassé de la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie (programme Ignalina), la décision d'association Outre-mer, y compris le Groenland et le programme Pericles V. Le prochain cadre financier pluriannuel s'élève à près de 2 000 milliards € (soit 1,26% du revenu national brut de l'Union). [Lire la suite](#)



Accord douanier avec les États-Unis

Le 27 juillet, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président des États-Unis, Donald Trump, se sont rencontrés en Écosse pour formaliser un accord sur les droits de douane à un taux de 15%. En parallèle, l'administration américaine attend des entreprises européennes un investissement de 600 milliards \$ d'ici 2028. Le 21 août, l'Union européenne et les États-Unis ont publié une déclaration conjointe qui confirme l'accord du 27 juillet et précise son contenu. Les deux parties se sont engagées à œuvrer au rétablissement de la stabilité et de la prévisibilité des échanges et des investissements. Certains secteurs stratégiques européens sont cependant exemptés du taux de 15%. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Accords avec le Mercosur et le Mexique

Le 3 septembre, la Commission européenne a adopté des propositions de décisions du Conseil, relatives à la signature et à la conclusion de deux instruments juridiques parallèles: l'accord de partenariat avec le Mercosur (APEM) et l'accord global modernisé avec le Mexique (AMM). Ces accords constituent un élément essentiel de la stratégie de l'Union visant à diversifier ses relations commerciales et à renforcer les liens économiques et politiques avec des partenaires partageant les mêmes valeurs dans le monde entier. [Lire la suite](#)



L'Europe entre dans la ligue des supercalculateurs

Le 5 septembre, le supercalculateur JUPITER est officiellement devenu le premier système européen à atteindre le seuil exaflopique, c'est-à-dire à effectuer plus d'un quintillion d'opérations par seconde, un niveau de puissance de calcul comparable à l'agrégation des capacités de calcul d'un million de smartphones modernes. Il a été inauguré au Forschungszentrum de Jülich en Allemagne. Grâce à ce progrès, l'Europe entre dans la ligue mondiale du calcul haute performance. La veille, le ministre français des armées a inauguré le nouveau supercalculateur de défense Asgard, implanté à la forteresse du Mont Valérien, qui est au service de l'Agence ministérielle pour l'intelligence artificielle de défense (AMIAD). L'inauguration de ce supercalculateur marque une étape importante pour la France dans le domaine de l'intelligence artificielle. [Lire la suite - Autre lien](#)



Amende de près de 3 milliards € à Google

Le 5 septembre, la Commission a adopté une décision constatant que Google a enfreint les règles de concurrence européennes en abusant de sa position dominante dans l'industrie de la technologie de la publicité d'affichage Adtech, et a infligé une amende de 2,95 milliards €. A cela s'est ajoutée une amende de 325 millions € infligée par la CNIL (France) pour le non-respect des règles sur les traceurs (cookies). La Commission a annoncé que Google a privilégié ses services de publicité en ligne au détriment de ses concurrents, annonceurs en ligne et éditeurs. En conséquence, les annonceurs ont dû faire face à des coûts de commercialisation plus élevés qu'ils ont probablement répercutés sur les consommateurs européens. [Lire la suite - Autre lien](#)



Application entière du règlement européen sur l'indépendance des médias

Depuis le 8 août, les dispositions principales de l'European Media Freedom Act (EMFA), entré en vigueur le 7 mai 2024, sont appliquées dans l'ensemble de l'Union européenne. L'EMFA renforce la transparence de la propriété des médias et l'attribution de la publicité de l'Etat, l'indépendance des médias publics et assure une protection solide des journalistes et de leurs sources. Depuis février 2025, un nouveau comité européen indépendant pour les services de médias est opérationnel. Il est composé de représentants des autorités ou organismes nationaux chargés des médias et le secrétariat sera assuré par la Commission européenne. [Lire la suite - Autre lien](#)



Consultation sur le 28e régime

L'initiative 28e régime – un ensemble unique et harmonisé de règles pour les entreprises innovantes dans l'Union, est ouverte jusqu'au 30 septembre. Cette consultation publique de la Commission européenne s'adresse aux citoyens de l'Union et particulièrement aux représentants d'associations d'entreprises ou sectorielles, aux entrepreneurs, aux investisseurs, aux praticiens du droit, aux autorités des États membres, aux registres du commerce, aux syndicats et au monde universitaire. L'objectif pour la Commission européenne est de fournir aux entreprises innovantes, un ensemble unique de règles leur permettant d'investir plus facilement et de fonctionner dans le marché unique. [Lire la suite](#)

■ Conseil :



Simplification de la Politique agricole commune

Le 3 septembre, le Conseil a approuvé sa position sur la simplification des dispositions relatives à la politique agricole commune (PAC). L'objectif est d'accroître la compétitivité de l'agriculture européenne en réduisant les formalités administratives, en soutenant les agriculteurs et en encourageant l'innovation. Cette simplification pourrait engendrer des économies annuelles pouvant atteindre jusqu'à 1,6 milliard € pour les agriculteurs et plus de 200 millions € pour les administrations des États membres. La proposition fait partie du paquet dénommé "Omnibus III", adopté par la Commission le 14 mai 2025, en vue de simplifier la législation européenne dans le domaine de l'agriculture. [Lire la suite](#)

■ Diplomatie :



Nucléaire iranien : Paris, Berlin et Londres activent le retour des sanctions

Le 28 août, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont engagé une procédure auprès de l'ONU visant à rétablir, sous 30 jours, les sanctions économiques internationales contre l'Iran, en réponse au blocage persistant des négociations sur le nucléaire. Prévu par l'accord de Vienne de 2015, ce mécanisme dit "snapback" permet de réimposer automatiquement toutes les sanctions en cas de non-respect par Téhéran de ses engagements. [Lire la suite](#)



30e sommet avec le Japon

Le 23 juillet s'est tenu le 30e sommet UE-Japon à Tokyo. Dans une déclaration commune, les dirigeants européens et japonais ont réaffirmé leur soutien à un ordre commercial international fondé sur des règles. Dans ce contexte commercial troublé, ils prévoient d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord de partenariat économique (APE) qui les lie depuis 2019. Ils se sont lancés l'alliance pour la compétitivité qui repose sur trois piliers : accroître les échanges bilatéraux, renforcer la sécurité économique, notamment en matière de coopération sur les chaînes d'approvisionnement en matières premières essentielles, et collaborer dans le domaine de l'innovation ainsi que des transitions verte et numérique. Enfin, dans le cadre du partenariat en matière de sécurité et de défense, ils ont annoncé la mise en place d'un dialogue industriel sur la défense. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



25e sommet avec la Chine

Le 24 juillet, l'Union européenne et la Chine ont tenu leur 25e sommet à Pékin, qui a marqué le 50e anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques. A l'issue de ce sommet, une déclaration commune a été signée, contenant un renforcement de la coopération bilatérale dans la transition énergétique, le contrôle des émissions de méthane, les marchés carbone, ainsi que les technologies vertes. Autre avancée, la création d'un mécanisme pour faciliter l'accès des entreprises européennes aux terres rares, des minerais critiques sur lesquels la Chine dispose d'un quasi-monopole. Toutefois, l'Union européenne n'a pas obtenu de réponse immédiate sur le sujet prioritaire des 300 milliards € de déficit commercial envers la Chine. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)

■ BCE :



Taux d'intérêt inchangés

Le 24 juillet, le Conseil des gouverneurs a décidé de laisser inchangés les trois taux d'intérêt directeurs de la BCE, en maintenant à moyen terme, une inflation de 2%. Dans le contexte des tensions commerciales avec les Etats-Unis, la BCE garde des marges de manœuvre pour être en mesure, le cas échéant, de baisser ses taux directeurs si la FED venait à baisser les siens. [Lire la suite](#)

■ Agences européennes :



Décollage des fusées Ariane 6 et Vega C

Cet été, le centre spatial guyanais a accueilli le lancement de deux missions: VV27, et Ariane 6, deux lanceurs européens opérés par Arianespace. Le 25 juillet, le lanceur Vega-C a placé en orbite deux satellites, CO3D et MicroCarb, premier satellite français entièrement dédié à la mesure du dioxyde de carbone atmosphérique. Le 12 août, Ariane-6 a mis en orbite le satellite météorologique Metop-SGA1, premier satellite européen de deuxième génération en orbite polaire. [Lire la suite - Autre lien](#)

■ Allemagne :



L'Allemagne renforce et modernise son service militaire

Lors du conseil des ministres du 27 août, le gouvernement allemand a adopté un texte de loi permettant la réintroduction graduelle du service militaire. À partir de 2026, tout homme ou femme de 18 ans recevra alors un formulaire leur demandant s'il souhaite accomplir un service militaire. Le chancelier allemand Friedrich Merz espère recruter 30 000 nouveaux volontaires chaque année. Il a également ajouté que si cet objectif n'était pas atteint, il réintroduirait le service militaire obligatoire en Allemagne. [Lire la suite](#)

■ France :



25e Conseil des ministres franco-allemand

Le 29 août, le 25e conseil des ministres franco-allemand s'est tenu à Toulon avec pour objectif, de relancer le "moteur franco-allemand". Pour ce faire, le président français Emmanuel Macron et le chancelier allemand Friedrich Merz ont réaffirmé leur engagement envers l'Ukraine et la volonté de surmonter les désaccords historiques dans les domaines de l'énergie, du commerce, de l'espace et de la défense. Ils ont évoqué entre autres l'europeanisation de la chaîne Arte et une meilleure coopération transfrontalière. [Lire la suite - Autre lien](#)



Accord avec la Commission européenne sur l'hydroélectricité

Le 28 août, le Premier ministre français François Bayrou a annoncé qu'un accord sur le régime de concessions hydroélectriques avait été trouvé avec la Commission européenne, mettant fin à un litige vieux de plus de 10 ans. Avec le passage d'un régime de concession à celui d'autorisation, le conflit a été résolu et va permettre la rénovation et l'arrivée de nouveaux investissements au sein du parc hydroélectrique français. [Lire la suite](#)

■ Italie :



"L'Europe doit retrouver son rôle de leader mondial"

Le 22 août, l'ancien président de la BCE et du Conseil italien, Mario Draghi, a prononcé un discours à Rimini sur "Quel horizon pour l'Europe?". Il a dressé une liste des faiblesses de l'Union européenne après la signature de l'accord douanier avec les Etats-Unis : acceptation des nouveaux droits de douane américains, soutien de la Chine à l'effort de guerre russe, rôle jusqu'à présent marginal de l'Union dans les négociations de paix en Ukraine. Il en appelle à un sursaut européen, c'est-à-dire adapter l'Union européenne au nouvel ordre mondial, qui implique de ne pas se reposer sur le libre-échange, modifier l'organisation politique pour pallier la lenteur des processus communautaires, sécuriser les chaînes d'approvisionnement de l'Union en matières critiques. Nombre de ces recommandations s'appuie sur son rapport sur la compétitivité remis le 9 septembre 2024. [Lire la suite](#)

■ Lituanie :



Inga Ruginiene désignée comme nouvelle Première ministre

Les députés lituaniens ont officiellement nommé l'ancienne ministre de la sécurité sociale, Inga Ruginiene, comme Première ministre, le 26 août. Cette nomination fait suite à la démission de son prédécesseur, Gintautas Paluckas, visé par une enquête pour délits financiers. La nouvelle Première ministre a un délai de 15 jours pour soumettre sa liste de ministres et son programme gouvernemental devant le parlement avant son entrée officielle en fonction. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)

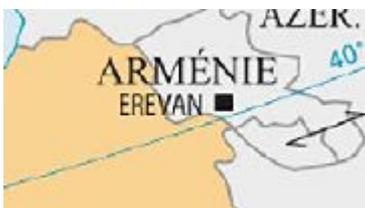
■ Pologne :



Investiture du président Karol Nawrocki

Le 6 août, le vainqueur de l'élection présidentielle polonaise issu du parti nationaliste Droit et Justice (PiS), Karol Nawrocki, a été officiellement investi président de Pologne. Il a déjà annoncé son intention de jouer un rôle actif, bien au-delà de la fonction purement symbolique. Il compte recourir davantage à son droit d'initiative législative, notamment sur les questions économiques, et n'exclut pas de faire un usage fréquent de son droit de veto. Il l'a d'ailleurs déjà utilisé pour bloquer un projet de loi visant à prolonger les aides aux réfugiés ukrainiens, annonçant une cohabitation difficile avec le gouvernement pro-européen du Premier ministre Donald Tusk. [Lire la suite](#)

■ Arménie :



Fin du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie

Le 7 août, le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, et le Premier ministre arménien, Nikol Pashinian ont signé un accord actant la fin du conflit et prévoyant la réouverture des relations diplomatiques et commerciales entre les deux pays. Selon l'accord conclu, une " Voie Trump pour la paix et la prospérité internationale " ou "Tripp" qui relierait l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan par le corridor de Zanguezour, devrait être créée. Cependant, la question du Haut-Karabakh n'est pas évoquée par l'accord. Le chef du gouvernement arménien a annoncé vouloir organiser un référendum constitutionnel en 2027, renonçant aux revendications territoriales arméniennes sur la région. [Lire la suite](#)

■ Bosnie-Herzégovine :



Condamnation de Milorad Dodik

Le 6 août, le président de l'entité de la Republika Srpska de Bosnie-Herzégovine, Milorad Dodik, a été formellement déchu de son mandat après avoir été condamné à une amende et six ans d'inéligibilité pour non respect des décisions du haut représentant international, Christian Schmidt. Un scrutin anticipé pour élire un nouveau chef de la Republika Srpska sera organisé le 23 novembre. Cependant, Milorad Dodik, soutenu par la Serbie, la Hongrie et la Russie, a annoncé ne pas accepter cette décision et a fait approuver l'organisation d'un référendum le 25 octobre afin d'obtenir le soutien de la population. [Lire la suite](#)

■ Moldavie :



Visite conjointe d'Emmanuel Macron, Friedrich Merz et Donald Tusk

Le 27 août, les dirigeants du format de Weimar - le président français Emmanuel Macron, le chancelier allemand Friedrich Merz et le Premier ministre polonais Donald Tusk - se sont rendus à Chisinau pour réaffirmer leur soutien à la Moldavie et à sa présidente, Maia Sandu, face aux tentatives d'ingérence de la Russie. Cette visite s'inscrit dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine et la lutte d'influence entre l'Union européenne et Moscou dans la région. La question de l'adhésion de la Moldavie à l'Union européenne ainsi que celle de la préservation de sa souveraineté figuraient au cœur des discussions. [Lire la suite](#)

■ Norvège :



Accord entre la Norvège et le Royaume-Uni

Le 4 septembre, les ministres de la défense norvégien Tore O. Sandvik, et britannique John Healey, ont signé un accord renforçant le partenariat stratégique entre les deux pays. Cet accord comprend l'achat par la Norvège d'au moins 5 frégates britanniques T26 pour un montant estimé à plus de 10 milliards £. L'objectif est de renforcer l'interopérabilité entre les deux marines nationales pour créer une flotte commune capable de mieux contrer la Russie sur la frontière maritime nord de l'OTAN. Cet accord devrait permettre la création d'au moins 4 000 emplois au Royaume-Uni, dont 2 000 en Écosse. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)

■ Royaume-Uni :



Remaniement du gouvernement

Après la démission de la vice-Première ministre Angela Rayner, le Premier ministre britannique Keir Starmer a remanié son gouvernement, le 5 septembre. En difficulté dans les sondages, Keir Starmer a nommé entre autres David Lammy vice-Premier ministre et ministre de la Justice, Yvette Cooper, ministre des Affaires étrangères, et Shabana Mahmood, ministre de l'Intérieur. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)

■ Ukraine :



"Coalition des volontaires" : discuter des garanties de sécurités proposées à l'Ukraine

Le 4 septembre, le chef d'Etat français, Emmanuel Macron, a co-présidé, aux côtés du Premier ministre britannique Keir Starmer, une réunion de la coalition des volontaires en présence de 35 dirigeants. À cette occasion, ils ont réaffirmé leur engagement à fournir les garanties de sécurité réclamées par l'Ukraine, condition préalable à toute perspective d'accord de paix. Parmi les pays représentés, 26 se sont déclarés prêts à participer à une mission militaire une fois un cessez-le-feu établi. Il a également été convenu, à l'issue d'un entretien téléphonique avec Donald Trump, que les États-Unis présenteront prochainement leurs propres garanties à l'Ukraine et coordonneront avec elle un nouveau régime de sanctions à l'encontre de la Russie, si celle-ci continue de rejeter toute solution négociée. [Lire la suite](#)



Volodymyr Zelensky et les Européens aux États-Unis

Le 18 août, le président américain Donald Trump a reçu son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, à la Maison-Blanche, en présence de plusieurs dirigeants européens, dont les présidents français Emmanuel Macron, et finlandais Alexander Stubb, la Première ministre italienne Giorgia Meloni, le Premier ministre britannique Keir Starmer, le Chancelier allemand Friedrich Merz, la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le Secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte. Cette rencontre visait à poser les bases d'une paix durable en Ukraine. Les représentants européens ont insisté sur la nécessité d'un cessez-le-feu préalable à toute négociation de paix avec la Russie - une position catégoriquement rejetée par Vladimir Poutine lors de sa rencontre avec Donald Trump, le 15 août en Alaska. [Lire la suite - Autre lien](#)



Nouvelle aide financière européenne

A l'occasion du 34e anniversaire de l'indépendance de l'Ukraine le 24 août, l'Union européenne a envoyé un signal fort de soutien au pays en décaissant 4,05 milliards € en sa faveur. Sur ce montant, 3,05 milliards € proviennent de l'instrument pour la facilité pour l'Ukraine et 1 milliard € de l'assistance macrofinancière (AMF). Depuis le début de l'invasion à grande échelle par la Russie en février 2022, l'Union et ses États membres ont mobilisé 168,9 milliards € d'aide humanitaire, financière et militaire en faveur de l'Ukraine et de sa population. [Lire la suite](#)



Visite du secrétaire général de l'OTAN

Le 22 août, à l'occasion de sa rencontre avec le président Volodymyr Zelensky en Ukraine, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a rappelé le soutien des pays de l'alliance transatlantique pour la préservation de la souveraineté et de l'indépendance du pays. Cela s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations avec l'Ukraine à travers notamment, l'initiative PURL, qui permet d'envoyer plus de 1,5 milliard \$ de matériel en moins d'un mois, et avec le centre de commandement NSATU en Allemagne chargé de planifier, coordonner, et organiser l'assistance militaire (armes, équipements) et la formation destinées à l'Ukraine. [Lire la suite](#)

■ Etudes/Rapports :



Europe de la défense: état des lieux

Le Rapport d'information de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, intitulé "Europe de la défense; état des lieux", a été publié au mois de juillet. Né d'une prise de conscience des défis majeurs auxquels les Européens sont confrontés en matière de sécurité et de défense, ce rapport compile les comptes-rendus d'auditions menées par les députés de la commission sur l'Europe de la défense, auprès des différentes parties prenantes entre janvier et avril 2025, dont le président de la Fondation. [Lire la suite](#)



Les dépenses de défense atteignent un montant sans précédent

Le 2 septembre, l'Agence européenne de défense (AED) a publié son rapport annuel sur les données de défense pour 2024-2025, détaillant les dépenses de défense des 27 États membres. En 2024, elles ont atteint un montant de 343 milliards €. Cette augmentation s'explique en grande partie par des achats massifs d'équipements et l'augmentation des investissements dans la recherche et le développement. Cette situation reflète la détermination des États membres à renforcer les capacités militaires de l'Europe en réponse à l'évolution de l'environnement sécuritaire. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Les demandes d'asile en baisse de 23% au premier semestre 2025

Le 8 septembre, l'Agence de l'Union européenne pour l'asile a publié son rapport semestriel sur les tendances concernant les demandes d'asile en Europe. D'après ce bilan, les Etats membres ont reçu 399 000 demandes d'asile au premier semestre 2025, soit une baisse de 23% par rapport à la même période en 2024. Le rapport fournit également une analyse des principales nationalités des demandeurs et des pays européens les plus concernés. [Lire la suite](#)



Rapport annuel de l'OMC

Le 7 août, l'OMC a publié son Rapport annuel qui revient sur les événements majeurs de l'année. Plusieurs thèmes sont abordés tels que la 13^e Conférence ministérielle de l'OMC, qui a confirmé l'engagement des membres en faveur d'un agenda de réformes tourné vers l'avenir de l'organisation, la conclusion des négociations sur l'Accord plurilatéral sur la facilitation des investissements pour le développement ou l'initiative Aide pour le commerce. Dans le cadre de la guerre commerciale initiée par le Président américain Donald Trump, la Directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, alerte: "Alors que le volume du commerce des marchandises et des services a augmenté respectivement de 2,9% et 6,8% en 2024 [...], les perspectives pour 2025 sont très différentes." [Lire la suite](#)

■ Prix :



Candidatez pour le Prix Européen "Civisme, Sécurité et Défense" !

Le Prix Européen "Civisme, Sécurité et Défense", destiné à récompenser des actions particulièrement remarquables en faveur du développement du civisme européen, ainsi que de la "Conscience européenne de sécurité et de défense", est ouvert jusqu'au 26 septembre. Le concours est ouvert à tous les citoyens appartenant aux pays membres du Conseil de l'Europe qui veulent promouvoir une action en faveur des valeurs européennes, de la promotion d'une plus solide BITD en Europe, d'un renforcement de la résilience de l'Union face aux menaces. Ce dossier, rédigé en anglais ou en français, peut comprendre en annexe tout article de presse, photographie, film ou autre support mettant en valeur l'action ou les actions réalisées. [Lire la suite](#)

■ Culture :

BERLIN ART WEEK

Berlin Art week

Du 10 au 14 septembre, se tient la semaine de l'art, Berlin Art Week. Pour 5 jours, Berlin accueille l'art contemporain avec un réseau de plus d'une centaine pièces de musées, expositions, galeries et collections. Au programme, l'exposition de plusieurs collections publiques et privées, des rencontres avec les artistes et des visites guidées seront organisées. [Lire la suite](#)



Expositions art Safari à Bucarest

Jusqu'au 14 décembre, la nouvelle édition d'Art Safari à Bucarest propose plusieurs expositions d'art variées. Parmi les temps forts, l'exposition "Paris Pallady", avec plus de 70 œuvres de Theodor Pallady et des pièces de Henri Matisse, en collaboration avec des musées parisiens, ainsi que "Enescu si Minotaurul", qui célèbre les 70 ans de la mort du compositeur George Enescu. [Lire la suite](#)

MUSEO NACIONAL DEL PRADO

Antonio Muzoz Degrain à Madrid

Jusqu'au 11 janvier 2026, le musée du Prado de Madrid présente une exposition dédiée au peintre espagnol du XIXe siècle, Antonio Muzoz Degrain. Une douzaine de peintures sont présentées, dont cinq récemment restaurées. Elles montrent la variété thématique, la maîtrise technique et la vision esthétique du peintre valencien. [Lire la suite](#)

MW / Muzeum Narodowe w Warszawie

Olga Boznańska à Varsovie

Jusqu'au 5 juillet 2026, à l'occasion du 160e anniversaire de la naissance et du 85e anniversaire de la mort d'Olga Boznańska (1865-1940), le musée national de Varsovie consacre une présentation spéciale à cette figure majeure de la peinture européenne. Près de trente œuvres emblématiques de l'artiste, issues des collections du musée, sont exposées. [Lire la suite](#)



Musée Jacquemart-André

Georges de la Tour à Paris

Jusqu'au 25 janvier 2026, le musée Jacquemart-André à Paris accueille plus de 30 chefs-d'œuvre de Georges de la Tour. Principalement connu pour ses scènes intimistes et ses clairs obscurs d'une grande intensité, cette exposition est la première rétrospective française consacrée au peintre français du XVIIe siècle depuis 1997. [Lire la suite](#)

THE
NATIONAL
GALLERY

Néo-impressionnisme à Londres

Jusqu'au 8 février 2026, la National Gallery de Londres accueille l'exposition "Radical Harmony" formée de la collection personnelle de Helene Kröller-Müller, première femme mécène du XXe siècle. Parmi sa collection d'artistes néo-impressionnistes, se trouvent des peintures de Seurat, Van Gogh, Signac ou Pissarro. Ces œuvres collectées dans le but d'être accessibles à tous ont été prêtées par le musée Kröller-Müller qu'elle a elle-même fondé aux Pays-Bas. [Lire la suite](#)

Réduisez vos impôts en soutenant la Fondation !

Réduisez vos impôts en soutenant la Fondation et participez avec nous à la construction de l'Europe de demain !

Contribuez, par votre soutien à la Fondation, à la promotion des valeurs européennes de démocratie, de paix, de solidarité, et de prospérité de l'Europe.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation Robert Schuman peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Je fais un don et je réduis mon impôt.

■ L'agenda :

 08-11/09/2025

Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)

 10-11/09/2025

Conseil des Gouverneurs de la BCE: (Francfort/Main)



La Lettre n°1122

PDF

en Français -- Édition du Lundi 8 septembre 2025

↓ Je télécharge

La Lettre est également disponible dans les langues suivantes :



👍 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Helen Levy ;

Catherine d'Angelo, Clément Ramey,

Maria Skowronska, Jean Pedurthe

N° ISSN: **2729-6482**

Une question, une suggestion ?

Contactez-nous !

info@robert-schuman.eu

Rédacteurs en chef :

Juliette Bachschmidt

Directeur de la publication :

Pascale Joannin

[Cliquez ici si ce mail ne s'affiche pas correctement.](#)

**FONDATION ROBERT
SCHUMAN**

Vous l'avez reçu car vous êtes inscrit à notre newsletter. {LINK}